

le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

Klaus Schwab, vous connaissez? C'est un monsieur très important, car il est président à vie du Forum économique mondial, qu'il a fondé en 1971 sous le nom de Symposium européen de management et qui se réunit à Davos chaque année dans le but officiel d'améliorer le sort notre triste monde.

Ueli Maurer, vous connaissez. C'est l'actuel président de la Confédération et chef du Département fédéral des finances; un politicien estimable, dans l'ensemble.

Mais ne voilà-t-il pas que ce respectable conseiller fédéral s'est mis en tête que M. Schwab est un bienfaiteur de notre pays et mérite qu'on lui rende hommage et qu'on lui octroie la nationalité suisse¹.

Cette brillante idée a malheureusement rencontré un certain scepticisme au sein du monde politique, notamment de l'UDC, parti de M. Maurer, qui, tout en reconnaissant que «les mérites de Klaus Schwab sont incontestés», estime qu'une telle manifestation de reconnaissance de la part de l'Etat envers un individu serait contraire aux traditions suisses.

De fait, il n'existe en Suisse aucune décoration comparable à l'Ordre national de la Légion d'honneur ou à l'Ordre national du Mérite décernés à un peu n'importe qui par nos voisins français. La Confédération en est donc réduite à exprimer sa reconnaissance et ses félicitations par des discours assortis d'une boîte de chocolat ou d'un carton de bouteilles. Ça manque de prestige et ça ne peut pas s'arborer dans les réunions mondaines.

Faut-il donc trouver autre chose? La naturalisation en guise de médaille, avec un mini-passeport suisse pour la boutonnière?

Mais que se produirait-il si on commençait à octroyer la nationalité suisse à des étrangers méritants? Faudrait-il l'attribuer à titre posthume à Charles Aznavour, qui, par ses chansons, dont plusieurs écrites dans notre pays, a probablement fait beaucoup plus pour le bonheur des Suisses que Klaus Schwab avec ses réunions de Davos? Faudrait-il en faire bénéficier des sportifs dont les exploits ont passionné les citoyens helvétiques et qui résident au bord de nos lacs, comme Michael Schumacher? Ou peut-être quelque «migrant» auteur d'un acte héroïque?

Cette idée n'a jamais effleuré personne.

Pourquoi dès lors devrait-on transformer en citoyen suisse un Klaus Schwab, qui, d'ailleurs, ne s'en soucie pas, qui habite près de Genève depuis fort longtemps et n'a jamais fait la moindre demande de naturalisation?

Quant aux «mérites incontestés» de l'homme qui préside le Forum depuis quarante-huit ans, ils consistent essentiellement à organiser chaque année, avec une flopée d'employés, une rencontre qui réunit toutes les personnalités du monde politique, économique, scientifique et «culturel» à la mode – des mains à serrer devant les caméras – y compris cette année Mlle Greta Thunberg; qui coûte plusieurs millions en frais de surveillance et de sécurité, répartis principalement entre la Confédération, le canton des Grisons et la commune de Davos, sur le dos des contribuables évidemment; qui inflige des nuisances considérables à la population locale; qui, enfin, est aussi utile aux habitants de la planète que l'ONU, le G7 ou le G20.

Que ce personnage reste donc Allemand! Et que M. Maurer retrouve son bon sens!

Mariette Paschoud

¹ 20 minutes du 19 août.

L'exploitation des enfants se porte bien

Nous avons retrouvé sur un coin de notre bureau quelques notes manuscrites que nous avons griffonnées il y a une année exactement. Elles étaient consacrées à l'actualité du moment, telle que la presse nous la présentait:

En Suède, une jeune écolière manifeste devant le Parlement pour obliger les politiciens à «faire quelque chose pour le climat». En Australie, une petite fille blanche refuse de se lever pendant l'hymne national, afin de «protester contre le racisme». L'exploitation des enfants se porte bien...

Nous sourions en relisant ce papier. Il faut croire que le racisme est devenu moins préoccupant que le réchauffement climatique, car la petite Australienne a disparu du jour au lendemain, tandis que Greta Thunberg a été propulsée au rang de phénomène mondial en quelques mois seulement.

On accuse volontiers les dictateurs – Hitler, Staline ou Kim Jong-un – de s'entourer de petits enfants pour se créer une image artificiellement flatteuse. La réalité est que tout le monde agit ainsi: les politiciens les plus démocrates, lorsqu'ils veulent attendrir nos bulletins de vote; les médias les plus conformistes, lorsqu'ils veulent créer nos émotions (rappelez-vous le petit Aylan étendu sur une plage, ou les enfants blessés portés par les «casques blancs» syriens); les ONG et autres lobbies militant pour le congé-paternité, pour l'agriculture durable, pour le commerce équitable et pour la paix dans le monde; et bien sûr les publicités qui espèrent convaincre les parents d'acheter tel modèle de voiture, telle police d'assurance, tel produit de lessive ou telle marque de dentifrice. A chaque fois, on nous montre de mignons petits enfants – parfois un peu moins mignons lorsqu'ils doivent correspondre aux standards ethnico-vestimentaires modernes. Dans le meilleur des cas, on ne leur impose qu'un *shooting photo* avant d'exploiter leur image à des milliers d'exemplaires. Dans les cas les plus choquants, on les brandit à moitié estropiés, comme le font les men-

dians, ou alors on les promène à travers le monde sur un voilier *zéro carbone* pour les exhiber dans des grand-messes médiatiques.

Ces procédés ne nous paraissent pas très éthiques. Mais ils donnent de bons résultats: là où de vieux scientifiques barbus ont échoué, une jeune fille qui courbe l'école réussit à faire des miracles. Et puis, à notre connaissance, la Convention internationale des droits de l'enfant ne trouve rien à redire à tout cela.

Heureusement, certains s'abstiennent encore de recourir à ce marketing infantile. Ce sont généralement ceux qui ont de bons produits à vendre, ou de bonnes idées politiques à proposer. Faut-il s'en réjouir ou le regretter?

Pollux

Pour la suppression du service civil

La réforme du service civil proposée par le Conseil fédéral doit permettre de réagir à l'érosion des effectifs de l'armée: les admissions au service civil ont passé de 4670 en 2011 à 6205 en 2018. Il s'agit dès lors de durcir les conditions qui permettent d'opter pour le service civil. Le Conseil des Etats a admis sept des huit mesures proposées, et la gauche menace d'un référendum.

L'instauration d'un *service de remplacement* au service militaire pour ceux «qui ne peuvent concilier ce service avec leur conscience» était une erreur dès le départ, ce que nous avons proclamé dès les premiers numéros du *Pamphlet*¹. Nous avons même consacré à la question une brochure² offerte à l'époque pour deux francs (port et emballage compris), hélas aujourd'hui épuisée.

Notre thèse était alors que le citoyen doit à son pays une contribution financière proportionnelle à ses revenus et/ou à sa fortune (impôt), mais ne lui doit un service personnel, en lui aliénant sa liberté de mouvement, que pour l'accomplissement des missions qui ne sauraient être confiées à du personnel stipendié. Le service militaire armé est, à notre avis, le seul qui justifie cette grave restriction à la liberté individuelle, qui permet à la Confédération de vous prescrire de quitter votre famille et votre entreprise pour un certain temps, de vous rendre à tel ou tel endroit, et d'y pratiquer des exercices physiquement difficiles malgré des nuits de sommeil insuffisantes.

On inventa pourtant, fondée sur l'article 18 al. 1 de l'ancienne Constitution, qui correspond aujourd'hui, dans la nouvelle Constitution, à l'article 59 al. 1, une *loi sur le service civil* du 6 octobre 1995, lequel devait opérer dans les domaines où les ressources ne sont pas suffisantes ou sont absentes pour remplir des tâches importantes de la communauté. Ce service s'accomplit par un travail d'intérêt public, par quoi il faut entendre qu'il s'effectue dans une institution publique ou dans une institution privée exerçant une activité d'utilité publique.

C'était partir de l'idée que les Suisses mâles doivent un service personnel à l'Etat de toute façon, sorte de corvée moyenâgeuse, que cette prestation personnelle s'accom-

plit prioritairement sous forme d'un service militaire, à défaut sous forme d'un service civil.

Assez rapidement, on n'exigea plus que le candidat au service de remplacement fasse la preuve de son conflit de conscience, en supposant que celui qui est disposé à offrir à la Confédération une fois et demi ce qui lui aurait été demandé, en durée, pour le service dans l'armée, fait suffisamment par cet engagement la preuve de sa sincérité. La situation actuelle est, en réalité et dans les faits, un libre choix entre le service militaire et le service civil, sans que le candidat doive justifier son choix, malgré les dénégations de M. Guy Parmelin s'exprimant au nom du Conseil fédéral.

Les résultats étaient aisément prévisibles dès le départ: on observa chez les jeunes conscrits un goût prononcé pour des activités civiles sans danger ni effort physique excessif, peu astreignantes, dans le domaine de la santé, de l'instruction publique, de la conservation des biens culturels, de la protection de la nature, de l'agriculture, de la coopération au développement ou de la maîtrise des catastrophes.

La plupart de ces activités sont mises sur pied par des organisations peu disposées à loger et à nourrir ce personnel, ce qui permet aux civilistes de rentrer chaque soir à la maison et ne coûte à l'organisateur que 1063 francs 50 pour les vingt-six premiers jours de cette collaboration, pour une activité censée s'exercer à plein temps.

Le civiliste, surtout celui qui n'a aucune formation professionnelle et qui n'occupe aucun emploi, est largement gagnant: il reçoit une solde de 5 francs par jour, il est en principe nourri et logé, et il a droit à l'allocation pour perte de gain de 62 francs par jour³, même s'il ne subit aucune perte de gain. C'est Byzance!

Mais la diminution des effectifs de l'armée est-elle due essentiellement au succès du service civil? Nous en doutons! Si les effectifs de l'armée ont passé de 600'000 hommes mobilisables à moins de 100'000 aujourd'hui, ce régime minceur a d'autres causes: disparition des classes d'âge traditionnelles (élite, landwehr, landsturm), diminution des jours de service et augmentation des critères d'inaptitude. Ce ne sont pas seulement les commissions de recrutement et les médecins membres de ces commissions qui sont plus complaisants, mais c'est aussi l'état des jeunes gens de dix-neuf à vingt ans qui s'est détérioré, physiquement et psychologiquement.

Plus la menace d'une guerre en Europe s'éloigne et moins supportables paraissent les exigences de la préparation au combat imposées au futur soldat. Nourri de pacifisme bêtant, le jeune homme ne veut plus ramper dans la boue et tirer sur des cibles en carton, mais «faire quelque chose d'utile» pour la communauté.

Pourtant, celui qui ne croit pas à la pertinence de l'adage *si vis pacem, para bellum*, et qui est disposé à subir une sanction pour son refus de participer à la défense armée du pays, pourrait-il accomplir une activité plus utile à la communauté qu'exercer son métier (ou suivre une formation lui permettant d'apprendre un métier) dans sa commune et au sein de sa famille?

Celui qui ne peut réellement pas concilier le service militaire avec les impératifs de sa conscience, et qui le démontre en acceptant calmement la sanction qui sera pro-

noncée contre lui, doit être dispensé de tout service personnel. Le service civil devrait être supprimé.

Claude Paschoud

¹ *Un cheval de Troie nommé «service civil», Le Pamphlet* n° 4 du 3 mars 1971.

² *Les illusions du service civil, Le Pamphlet* n° 45 de mai 1975.

¹ Art. 38 de la loi sur le service civil RS 824.0.

L'islam en Europe

L'Occident laïcisé court à sa propre perte en tolérant sur ses terres un islam qu'il pense modéré, ce que contredisent formellement plusieurs sourates du Coran. En réalité, il ne s'agit pas d'une tolérance, mais d'une lâcheté doublée d'un mensonge concerté.

Mais n'est-ce pas en définitive la punition méritée d'un mépris aussi public et officiel de la vérité religieuse? Nul ne tolère la fausse science. Pourquoi faudrait-il que la religion seule échappe aux critiques fondées de la connaissance tant historique que scripturaire?

L'Occident s'auto-détruit par cette tolérance avant même de l'être par les musulmans dits extrémistes, mais qui sont, eux, les fidèles interprètes de leur texte sacré fondateur.

Il ne sert absolument à rien, à long terme, de lutter contre le terrorisme si l'on ne prend pas en compte ses racines religieuses dans l'islam.

La conclusion s'impose donc: ou nous tolérons l'islam et dans ce cas nous avons déjà capitulé, ou nous l'interdisons sur notre territoire et dans ce cas la tolérance de musulmans peut se concevoir, à condition de les engager à renier une partie de leur croyance religieuse.

Notre paix et notre sécurité publique sont à ce prix.

Michel de Preux

Partager n'est pas aisé

Le Parti socialiste ouvrier espagnol, le PSOE, a gagné les dernières élections au Parlement. Très satisfaits d'eux-mêmes, les socialistes cherchent le moyen de faire confirmer leur chef de file, Pedro Sanchez, comme président du gouvernement, afin qu'il forme un exécutif composé uniquement de membres de son parti. Bien. Le problème est le suivant: le parti socialiste n'a pas la majorité absolue et les partis de droite se refusent à l'abstention pour le laisser monter sur le trône. La seule solution consiste donc à obtenir le soutien de la nébuleuse Podemos, menée par Pablo Iglesias, qui est tout disposé à soutenir le projet, pour autant que son parti obtienne un certain nombre de ministères. Or Pedro ne l'entend pas de cette oreille. Il veut bien mettre sur le papier quelques objectifs communs, mais partager le pouvoir, c'est niet.

Il faut comprendre le pauvre Pedro. Depuis la transition, les socialistes ont remplacé le Parti populaire lorsque ce dernier perdait des voix et lui ont laissé la place lorsque c'était l'inverse. Ça s'appelait le bipartisme. Mais cette époque est révolue et il y a maintenant dans la cour de récréation deux nouveaux petits camarades avec lesquels il faut compter. Ciudadanos à droite et Podemos à gauche. Ça en fait des votes perdus! Alors, bien sûr, il faut apprendre à partager et on sait combien c'est difficile au début; mais tout s'apprend.

Car la démocratie parlementaire est essentiellement faite de négociations et de compromis, qui donnent des solutions qui ne satisfont pleinement personne, mais dont la grande vertu est de produire des effets à long terme, car tout le monde a pu y mettre son grain de sel. C'est cette stabilité qui est nécessaire au bon fonctionnement de la société.

Nous verrons bien dans quelques jours si le petit Pedro assimile les règles de la démocratie ou s'il boque et convoque de nouvelles élections.

Michel Paschoud

Dernière heure: le roi Philippe VI ne proposera aucun candidat au poste de président du gouvernement. Les élections auront lieu le 10 novembre.

Réformés et le féminisme

C'est toujours avec un «plaisir» renouvelé que je prends en main ***Réformés***, le journal des Eglises protestantes romandes. Le dossier du numéro de juin portait sur l'égalité hommes-femmes. Cela ne surprend pas, la grève des femmes ayant été très médiatisée pendant des semaines, des mois, avant la parution dudit numéro.

Il est un type d'argument que j'adore tout particulièrement, tant il est efficace pour ne rien amener au débat: «Le problème, c'est que ces valeurs sont enracinées inconsciemment et qu'elles guident nos perceptions.» C'est ce que j'appelle l'argument de la lobotomie: nous ne sommes pas conscients de nos biais cognitifs. Ce peut être vrai. Cependant, cela permet seulement de dire que «si tu n'es pas d'accord, c'est que tu n'as pas conscience d'être biaisé». Donc, on a tort, mais on ne s'en rend pas compte. Prenons l'exemple de la jeune militante socialiste avec qui on parle d'armée. Si je dis: «Je suis pour», elle me répond: «Si tu dis cela, c'est parce que l'armée t'a lavé le cerveau, que tu es influencé.» Généralement, la personne qui avance ce genre d'arguments part du présupposé qu'elle est, elle, parfaitement neutre, distante du sujet, seule à même de l'appréhender dans son objectivité. C'est aussi l'argument des groupes de défense des homosexuels, qui diront de toutes les personnes opposées à leurs valeurs qu'elles sont secrètement inverties et ne sont féroces que parce qu'elles honnissent ce qu'elles sont elles-mêmes.

Cela ne peut donc convaincre que des gens convaincus. Ce n'est pas un bon argument.

L'article part du principe qu'il n'y a pas grande différence entre les hommes et les femmes, si ce n'est ce qui résulte de la construction sociale. Le point de départ de mes réflexions est l'axiome contraire. Cependant, ce qui me fait réagir davantage,

c'est l'apparente contradiction des propos suivants: d'une part, on nous dit que les seules différences sont construites par les humains – je n'ose dire l'homme – et, d'autre part, on nous apprend que les systèmes patriarcaux sont toujours oppressifs, mais que les systèmes matrilineaires n'ont jamais, eux, «entraîné de domination d'un sexe sur l'autre». Au risque de paraître benêt, j'oserais déduire de cette dernière affirmation qu'il y a une différence, donc, entre les hommes et les femmes. Cette opinion vient sûrement de mes nombreux biais cognitifs, qui altèrent mon sens de la réalité et qui viennent de la construction sociale de ma personne blanche, hétérosexuelle, cisgenre et donc, en un mot, privilégiée. Cependant...

La suite laisse penser que les femmes sont moins bien payées parce qu'elles sont femmes. L'écart de salaire existe. Cependant, l'interprétation diverge grandement selon que l'on veut y voir de la discrimination ou que l'on ne souhaite pas en voir.

Si j'osais pointer une contradiction, je mentionnerais que l'on trouve dans la presse des articles qui indiquent qu'il devrait y avoir plus de femmes dans les conseils d'administration... en raison de leur approche différente. Du coup, cela tendrait à prouver soit que les femmes sont différentes par nature, soit que l'éducation qui leur est donnée leur procure des compétences complémentaires à celles des hommes. Donc, cessons de donner une éducation identique aux hommes et aux femmes sous prétexte qu'ils ne sont pas différents et profitons justement des atouts des uns et des autres. C'est un comble que cette célébration de la diversité vienne d'un conservateur et non pas d'un de ces soi-disant amoureux du progrès.

Ensuite, nous avons droit à une notion très vague, qui permet de dire tout ce que l'on veut: la construction de soi. Qu'est-ce? C'est à mon sens une notion qui ne signifie pas grand-chose. Il est surtout illusoire de prétendre que les préjugés altèrent notre construction, ne nous permettant pas de choisir par nous-mêmes. Je pense que pour découvrir ses «aspirations propres», il faudrait être dans un environnement parfaitement neutre afin d'éviter toute influence extérieure. Cependant, cela signifierait un isolement de la société. Or nous concevons nos aspirations principalement en tant que membres de la société. Prétendre que les préjugés nous empêchent de développer nos aspirations propres est un non-sens, puisque sans la société, ses normes et ses préjugés, nous n'aurions aucune aspiration personnelle, aucun sens du dépassement de soi.

Je profite de l'occasion pour pointer du doigt certains préjugés qui ont cours dans divers courants féministes. Ces derniers veulent que les femmes sortent de la maison pour travailler. Celles qui ne le font pas sont lobotomisées par bla bla bla; on connaît le refrain. Il est navrant qu'on déplore que des femmes préfèrent pouponner plutôt que travailler dans un bureau.

Pour revenir à l'article, on nous explique que les valeurs de la société sont des valeurs d'hommes. Cependant, je n'entends pas les hommes être aussi sévères que les féministes quant aux tâches du foyer. Les premières à les dénigrer sont les femmes qui veulent travailler. Grand bien leur fasse! Mais ce n'est pas une raison pour décourager et surtout dévaloriser les femmes qui font un autre choix. Enfin, avec leur argument de la lobotomie, ce n'est pas, une décision qu'elles prennent elles-mêmes, mais un choix que la société fait pour elles, ce qui justifie de combattre ledit choix.

Certaines jeunes femmes aux études aspirent tout de même à une vie partagée avec leur foyer, ce qui pour moi tend à prouver que l'on peut avoir ses «aspirations propres» malgré les préjugés ambiants.

Je ne pense cela qu'en raison de ma lobotomie, je suppose.

Barberousse

¹ *Réformés*, juin 2019.

Et Dieu créa...

Lors de sa session ordinaire des 14 et 15 juin 2019, la dernière de la législature, le Synode de l'Eglise évangélique réformée du Canton de Vaud a «[ratifié] la Constitution de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) du 18.12.18»¹. Ce faisant, il a fait de l'Eglise vaudoise un membre d'une «Eglise nationale» qui se substituera sous peu à la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS).

Lors du débat, l'illusion d'une plus grande influence dans le monde grâce à une Eglise centralisée l'a emporté sur le bon sens de délégués qui connaissent bien les méfaits de la centralisation.

Pour la petite histoire, on notera que la ratification a recueilli trente-quatre voix contre vingt et quatre abstentions, QUINZE délégués n'ayant pas jugé utile d'assister au débat. On ne peut donc pas dire que le sujet ait soulevé des flots d'intérêt et d'enthousiasme, mais la démocratie est sauve, et, à mon avis – j'ai toujours eu mauvais esprit – le Conseil synodal en partance souhaitait liquider la question, afin de mettre les nouvelles instances devant le fait accompli. Sait-on jamais: le nouveau Conseil synodal et le nouveau Synode auraient pu torpiller le projet...

Nos lecteurs savent ce que je pense de cette prétendue Eglise – en fait, nous dit-on, une «communion d'Eglises» qu'on appelle «Eglise» par pur souci de simplification. Je n'y reviens pas.

Au cours de la discussion a été énoncée la crainte que le président de l'EERS – qui ne sera autre que l'actuel président de la FEPS Gottfried Locher, ne soit considéré par les protestants de Suisse comme une sorte de pape ou d'évêque. Qu'on se rassure, le président n'exprimera que les prises de décisions de l'«Eglise nationale». Il se contentera, si on comprend bien, d'un rôle de *primus inter pares* chargé de la communication avec les instances extérieures.

C'est dans cet esprit, probablement, que «Gottfried Locher, président de la Fédération des Eglises protestantes [s'est dit] en faveur du mariage pour tous»²; qu'il a expliqué, «à titre personnel» et revêtu de sa casquette de théologien, que «comme tout, l'homosexualité a aussi été créée par Dieu», ce qui implique, si les mots ont un sens, qu'elle doit être respectée et acceptée par tous.

On se réjouit beaucoup d'entendre le pape/évêque de l'Eglise évangélique réformée de Suisse se prononcer, au nom de son «Eglise», en faveur de la procréation médicalement assistée et de la gestation pour autrui propres à assurer aux couples LGBT la possibilité de fonder une famille; et oublier, en tant que théologien et «à titre per-

sonnel», que «comme tout, la stérilité a aussi été créée par Dieu» et devrait donc être respectée et assumée.

M.P.

¹ <https://eerv.ch/documents/synode-2019/>, procès-verbal, Synode des 14 et 15 juin 2019, point 9 de l'ordre du jour.

² 20 minutes du 19 août.

Du cuir d'autrui...

(Bonus mis en ligne le 26 juin 2019)

Le célèbre proverbe *Du cuir d'autrui faisons large courroie* trouve une parfaite illustration dans les votes des deux Chambres fédérales en faveur d'un congé paternité de deux semaines financé... *sur le modèle de l'assurance maternité, via les allocations pour perte de gain dont le taux de cotisation sera augmenté*, nous dit notre quotidien habituel.

En d'autres termes, les conseillers nationaux et les conseillers aux Etats offrent aux jeunes pères un cadeau **aux frais des employeurs et des salariés**.

On sait que les allocations pour perte de gain (aux militaires), qui financent également aujourd'hui les quatorze semaines du congé maternité, ont été introduites à l'initiative des employeurs et financées par eux.

Merci qui ?

C.P.

<http://www.claude-paschoud.ch/blog/?p=316>.

Nous sommes gouvernés par des nigauds!

(Bonus mis en ligne le 28 août 2019)

Dans la dernière livraison de *Domaine public*, le professeur Jean-Daniel Delley nous raconte une bien plaisante histoire:

La révision de la loi sur les prestations complémentaires (PC) a prévu à juste titre d'augmenter l'allocation logement. Mais elle a également réduit le montant de cette allocation pour les concubins et les colocataires, égalité de traitement avec les couples mariés oblige. Cette réduction va obliger nombre de bénéficiaires de PC en colocation à chercher un logement individuel ou une place dans un établissement de soins, ce qui leur donnera droit à une allocation plus élevée.

L'économie attendue de 7 millions se transforme en une dépense supplémentaire qui pourrait atteindre 50 millions de francs.

Il y a quelques années, j'avais déjà recouru – en vain – contre une décision fiscale neuchâteloise qui refusait à ma cliente indigente le droit à un subside de l'assurance-

maladie au motif qu'elle était hébergée gracieusement par un ami, qui n'avait donc, selon l'administration, qu'à assumer tous ses coûts. Le résultat de ce brillant raisonnement fut qu'elle a pris un logement séparé, qui a été financé par les services sociaux et qu'elle a alors bénéficié du subside sollicité. Merci qui ?

C.P

<http://www.claude-paschoud.ch/blog/?p=318>.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Chaque jour ou chaque deux jours, on trouve sous la plume de journalistes ignorants des fautes de français grossières.» Dites: «Chaque jour ou tous les deux jours, on trouve sous la plume de journalistes ignorants des fautes de français grossières.»

Nos «informateurs» n'ont pas besoin de malmener le français pour nous convaincre qu'ils sont polyglottes! On sait bien que les Anglais disent «every two days», les Italiens «ogni due giorni» et les Espagnols «cada dos días».

Et alors?

Le pinailleur

Joyusetés climatiques

Greta est nulle en math

La jeune Suédoise Greta Thunberg est devenue une célébrité mondiale en courbant l'école le vendredi. Invitée au sommet mondial sur le climat de l'ONU organisé à New York, elle avait refusé de s'y rendre en avion en raison des émissions de carbone que ce moyen de transport génère.

Il est probable que tous les cours de mathématiques étaient concentrés sur le dernier jour avant le week-end, car, dans le cas contraire, on ne s'explique pas que Greta ne se soit pas rendu compte toute seule à quel point sa croisière à travers l'Atlantique en bateau à voile était une sottise. En effet, pour ramener le bateau, cinq membres d'équipage devaient faire le voyage jusqu'à New York en avion. Un *skipper* est rentré en Europe à la nage... – non je rigole, en avion. Elle-même rentrera sur un porte-conteneurs, où sa présence et celle de son papa, qui l'accompagne, ne devraient en effet pas faire de grosse différence.

On se perd en conjectures sur les raisons qui ont empêché la jeune fille de rentrer à la maison sur son bateau zéro émission. Un peu pénible peut-être?

Ce qui est sûr, c'est que le jour où ma fille me dit qu'elle va faire la grève pour une bonne cause, je lui flanque une bonne fessée et je l'envoie à l'école fissa. (*mip*)

Humilité

D'après *L'illustré*, qui consacrait le 16 août à la jeune Gretha Thunberg, enfant prodige de l'écologisme militant, un reportage frisant l'idolâtrie, l'adolescente suédoise n'aime pas être au centre de l'attention.

C'est sans doute pour cette raison que, dès le 26 août, voyant poindre le terme de sa traversée de l'Atlantique en voilier zéro carbone, entreprise pour se rendre au sommet mondial de l'ONU sur le climat, elle a tenu tout le monde au courant du moment probable de son arrivée à New York, histoire d'y être accueillie par un flopée de partisans, de journalistes et de personnalités plus ou moins officielles, venus à bord de moyens de transport polluants lui rendre un hommage mérité.

Le *Sommet Action Climat* organisé par le secrétaire général de l'ONU António Guterres – et qui ne manquera pas de causer de nombreux dommages à l'environnement, comme toutes les réunions internationales de ce genre – a été fixé au 23 septembre. Dans l'intervalle, Mlle Thunberg aura eu tout loisir de conscientiser, avec l'aide d'une jeunesse manipulée, les masses laborieuses des Etats-Unis.

Pauvres Américains! Ils n'avaient tout de même pas mérité ça. (mp)

Vaine démagogie

Le mardi 10 septembre, les «grévistes du climat» avaient rendez-vous avec «les plus hautes sphères du canton, élues et spécialistes de l'environnement confondus», afin de discuter du «plan climat vaudois»¹. Il n'est évidemment rien sorti de cette rencontre. Personne ne s'en étonnera, à part cette folle jeunesse militante habituée à obtenir tout ce qu'elle veut tout de suite et qui – horreur! – a «fait le constat de l'impuissance du Conseil d'Etat face à l'ampleur de la crise».

Nos jeunes climatomaniaques vont donc poursuivre leurs manifestations publiques, ce qu'ils auraient probablement fait de toute façon, car rien n'est plus festif que de bouéler des slogans dans les rues.

Quant aux «plus hautes sphères du canton», elles feraient bien de méditer sur le fait qu'on ne s'attire pas des électeurs en faisant semblant d'être «à l'écoute» de quelques adolescents immatures. (mp)

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/De-us--les-grevistes-allument-le-Conseil-d--tat-26404170>.

Perceuse nucléaire

Il y a quelques années, la télévision française passait une excellente publicité, qui mettait en scène une dispute entre voisins, où le premier se plaignait du bruit de la perceuse électrique du second. Celui-ci répliquait que sa perceuse était nucléaire, car 75% de l'électricité était d'origine nucléaire.

Aujourd'hui, cette proportion a légèrement baissé en France et ne représente plus que 71%¹. Mais, dans le monde, le nucléaire ne semble pas si important, car, en 2017, il ne représentait que 10,4% de la production globale. Chouette, direz-vous, les énergies vertes ont le vent en poupe, la planète est sauvée. Que nenni: 65,1% de

l'énergie mondiale est produite par le thermique à flamme; autant vous dire qu'on n'est pas sorti de l'auberge en ce qui concerne les émissions de CO₂.

Donc, au moment de changer de voiture, ne pensez pas faire un «geste citoyen» en achetant une voiture électrique. Avec le programme de sortie du nucléaire, votre voiture a de fortes chances de devenir un véhicule à charbon. La boucle sera bouclée. (*mip*)

¹ <https://www.edf.fr/groupe-edf/espaces-dedies/l-energie-de-a-a-z/tout-sur-l-energie/produire-de-l-electricite/le-nucleaire-en-chiffres>.

Enfin une démarche intelligente!

«Le monde doit accélérer sa préparation aux conséquences “inévitables” du changement climatique, adaptation qui présente en outre des opportunités économiques». C'est ce que recommande, à travers une étude, la Commission globale sur l'adaptation, fondée en 2018 sous l'impulsion des Pays-Bas¹.

Le fait que cette commission est dirigée par l'ancien secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, le fondateur de Microsoft Bill Gates et la probable future directrice du Fonds monétaire international Kristalina Georgieva ne m'inspire pas vraiment confiance. Je ne suis pas non plus en mesure d'évaluer l'importance des éventuelles «opportunités» économiques annoncées.

Mais je trouve réjouissant que des gens comprennent enfin qu'il faut s'attaquer aux conséquences **inévitables** d'un changement climatique **inéluçtable**, plutôt que de pleurnicher sur des causes **irrémédiables** – quels qu'en soient par ailleurs les responsables.

Il faut s'adapter maintenant, selon l'étude de la Commission globale pour l'adaptation.

C'est un chantier gigantesque, qui touchera aux infrastructures, à la protection des populations, de la nature, des terres agricoles, de l'eau et j'en passe; sans compter la nécessité de systèmes d'alerte efficaces et de plans d'évacuations bien rodés.

Renvoyons les gamins à leurs chères études, arrêtons les vaines querelles idéologiques et mettons-nous au travail! (*mp*)

¹ <https://www.24heures.ch/monde/monde-doit-s-adapter-maintenant/story/27729790>.

Bricoles

Don d'organe

Les centres de transplantation se plaignent du manque de donateurs d'organes en Suisse et c'est pourquoi le Conseil fédéral soutient l'idée que le don d'organes **doit être présumé**, en l'absence de directives anticipées du donneur excluant expressément les prélèvements.

C'est une décision difficile, car, si je suis bien informé, le donneur ne peut être qu'une **personne vivante**. Dès qu'il meurt, aucun organe n'est utilisable pour une transplantation et une greffe. C'est sans doute ce caractère qui est le plus susceptible

de choquer le public et qui retient les Suisses d'offrir des parties de leur anatomie. C'est aussi pourquoi on a inventé la notion de «mort cérébrale» qui est fort pratique pour habiller une euthanasie avec les habits de l'altruisme et de la compassion.

On ne peut s'empêcher de comparer cette affaire avec le cas de Vincent Lambert, en état *pauci-relationnel* depuis plusieurs années, qui n'a pas laissé de directives anticipées écrites et qu'on a fini par tuer en le laissant mourir de faim et de soif, alors qu'il n'était pas «en fin de vie» ni ne souffrait de douleurs insupportables. La famille de ce malheureux n'avait pas la chance de toucher chaque mois des sommes confortables de sponsors, comme certain coureur automobile célèbre.

Celui qui croit, comme Paul le promet, que Dieu va ressusciter nos corps mortels (Rom 8:11) va hésiter à laisser prélever des organes qui pourraient lui faire fâcheusement défaut au moment de la résurrection. (*cp*)

Services

Il paraît que les Chemins de fer fédéraux veulent offrir de nouvelles prestations aux voyageurs qui laissent leur automobile dans les gares pour emprunter le rail: lavage et réparations des voitures et même, un jour peut-être, livraison de colis ou d'achats directement dans les véhicules¹. Vraiment, les pontes des CFF font travailler leur imagination pour fidéliser la clientèle!

Par ailleurs, l'Office fédéral des transports (OFT) est d'avis que les CFF ne sont pas en tort quand un train «saute» une gare pour rattraper un retard et en éviter les répercussions sur l'ensemble du réseau².

Nul doute que les passagers retenus dans le train seront ravis de constater, de la fenêtre du convoi, qu'on s'est bien occupé de leur voiture, de leurs colis et de leurs commissions. (*mp*)

¹ *20 minutes* du 27 août 2019.

² Ibid.

Couac

A ce qu'on nous raconte, le G7, raout international, qui réunit les dirigeants des sept pays les plus industrialisés ou prétendus tels – jusqu'en 2014, ils étaient huit, mais la Russie a été exclue du groupe pour cause de guerre d'Ukraine et de récupération de la Crimée –, s'est déroulé fin août sous le signe de la détente¹. Il paraît que même le président Trump s'est montré conciliant! On croit rêver!

L'abominable homme de Washington aurait d'ailleurs décidé de persévérer dans cet esprit et annoncé son intention d'inviter le président Poutine au prochain G20 – autre mafia réunissant des grands de ce monde –, qui aura lieu aux Etats-Unis l'année prochaine. Cette politique de la main tendue devrait réjouir tous les esprits épris de corde.

Eh bien, non! Pour le rédacteur du communiqué publié par *20 minutes*, cette annonce constitue le «seul couac» d'un sommet par ailleurs marqué par «une rare unité»! (*mp*)

¹ *20 minutes* du 27 août 2019.

Questions

Un Afghan avait été emprisonné à la suite de la plainte déposée par une femme qui l'accusait de l'avoir violée. Il a été relâché faute de preuves¹.

Dans cette affaire, deux questions se posent.

1. S'il est vrai qu'«[elle] a abordé [l']homme et l'a invité chez elle», la femme n'a-t-elle pas commis à tout le moins une grave imprudence et ne porte-t-elle pas au moins une part de responsabilité dans ce qui lui est – peut-être – arrivé?

2. Est-il normal, pour autant qu'on nous dise la vérité, qu'«un Afghan sans domicile ni travail» soit «au bénéfice d'un permis B»?

Si je ne fais erreur, le permis B est attribué à des étrangers pourvus d'un emploi, ainsi qu'à leurs proches bénéficiant du regroupement familial, à condition que tout ce petit monde vive sous le même toit, dans un logement adéquat et sans aide sociale.

Je ne voudrais pas chercher la petite bête, mais il me semble que notre Afghan, violeur ou non, n'a pas vraiment le profil exigé. (*mp*)

¹ *20 minutes* du 20 août 2019.

Sens pratique

Afin de lutter contre le gaspillage alimentaire, le président du Grand Conseil bernois a proposé aux députés de venir aux séances munis de récipients qui leur permettront d'emporter les restes des buffets qu'on leur offre pendant les pauses.

Tant qu'à faire, histoire de lutter contre le gaspillage tout court, pourquoi ne pas leur proposer tout simplement d'apporter des récipients remplis de la nourriture dont ils ont besoin pour alimenter leurs cerveaux enfiévrés?

On manque de ménagères au Grand Conseil bernois. (*mp*)

Le Pamphlet

Case postale 998

1001 Lausanne

Courriel: courrier@pamphlet.ch

ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud

ISSN 1013-5057